

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4059 - Vendredi 04 Février 2022 - Prix : 200 Fc

TRANSPORT MARITIME

88 clandestins, interceptés au large des îlots de Nioumachoi



Ville de Fomboni.

VISITE D'ETAT DE MAKY SALL À MORONI

**Quatre accords de coopération
seront signés**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Février 2022**

Lever du soleil:

06h 02mn

Coucher du soleil:

18h 39mn

Fadjr : 04h 50mn

Dhouhr : 12h 24mn

Ansr : 15h 54mn

Maghrib: 18h 42mn

Incha: 19h 56mn



ENVIRONNEMENT

Le parc national de Mohéli en mission de sensibilisation à Anjouan

Une délégation technique du PNM conduite par le directeur exécutif par intérim Moussa Ben Anthoy, sous la supervision du Cheikidine Saïd, chargé de la communication et de l'éducation environnementale est en visite de travail à Anjouan depuis lundi dernier. C'est une mission programmée en étroite collaboration avec leurs homologues des parcs nationaux de Ntringui et ceux de Shissiwani à Anjouan.

Deux principaux objectifs ont rassemblé les responsables du PNM et ceux du parc de Ntringui et du parc de Shissiwani. Il s'agit d'abord de consolider les partenariats avec les organisations qui militent pour la protection de l'environnement. Ce sont les autorités judiciaires, la gendarmerie nationale et surtout le parc de Ntringui avec celui de Chissiwani. Le deuxième volet consiste à faire des échanges

d'expériences avec la communauté locale vivant dans les zones du parc de Ntringui et Shissiwani mais aussi avec les autorités politiques et judiciaires.

Mardi dernier, deuxième journée de travail de cette mission, l'équipe est accueillie par l'escadron de la gendarmerie nationale de l'île d'Anjouan ensuite par le procureur de la république au palais de justice de Mutsamudu. Le procureur s'engage à appuyer les défenseurs de l'environnement dans leurs milieux de travail. « La protection de l'environnement doit être une priorité pour nous tous. C'est dans ce sens que je m'engage personnellement à accompagner toute initiative prise par les responsables des parcs afin de sauvegarder l'environnement pour un monde meilleur », souligne le procureur Mohamed Abdallah.

Chaque année, des braconniers sont interceptés avec des tortues dans le Parc National de Mohéli et



Des membres du Parc National de Mohéli à Anjouan.

par leurs homologues du parc national de Shissiwani. C'est l'un des résultats des efforts de surveillance et des patrouilles effectuées par les agents de ces parcs, en étroite collaboration avec les forces de l'ordre. « Nous continuons à renforcer nos

relations avec nos partenaires afin d'éradiquer le braconnage des tortues marines, mais aussi toute sorte d'infraction et d'usage abusif des ressources naturelles tant en milieu terrestre que marin dans l'ensemble des parcs nationaux des Comores. Il

s'agit de notre patrimoine naturel, notre richesse et chaque comorien a le devoir de le protéger et le droit d'en bénéficier » explique Cheikidine SAÏD.

Riwad

LIBRE OPINION

Une visite présidentielle attendue par les libéraux Comoriens



Je renouvelle mon appel pour un sursaut, une prise de conscience du Chef de l'Etat Assoumani Azali. Tout au long de ces 4 dernières années, après la remise au Président Assoumani Azali de ma note de synthèse et suite à un dernier face à face qui avait duré 45 mn le 7 juillet 2018, je n'ai eu de cesse de l'interpeller. Mes diverses interventions que ce soit dans les médias ou de façon plus personnelle sont effectuées en vue de solliciter plus d'entendement dans la conduite des affaires de l'Etat.

Et ce ne fût jamais contre la personne du Chef de l'Etat mais pour la sécurité nationale et pour les hauts intérêts du peuple comorien.

Le chef de l'Etat fait preuve d'une surdité incompréhensible le rendant imperméable à toute forme intellectuelle différente de la sienne. Alors que la sienne ne fonctionne pas depuis plus de 5

années.

De par la piètre gouvernance économique et politique des affaires de la nation, nous faisons face aujourd'hui aux pires conséquences.

- Le pays s'est disloqué. Les différents niveaux de la société civile, du monde économique et de la vie politique se sont fracassés sur l'entêtement du régime d'Assoumani Azali.

- Nous assistons à une dégringolade de l'image du pays.

- Le clientélisme est légalisé au profit exclusif d'un petit groupe de personnes.

- Le pays s'affiche dans les tabloïds des indices de corruption et en première place dans la région de l'Afrique de l'Est.

- Les partenaires économiques quittent le pays et des grands enseignants ayant manifesté leur intérêt pour le pays ne donnent plus de signe de vie

après un petit tour au pays.

Nous sommes encore à parler faussement de dialogue disant que la volonté du chef de l'Etat est de « créer les conditions propices au climat d'apaisement nécessaire pour le développement socio-économique et institutionnel ». La note conceptuelle de la Coordination du Dialogue National Inter-Comorien reprend invariablement la litanie d'appel au rassemblement que le Chef de l'Etat réclame depuis 2019 sans pouvoir convaincre.

A titre d'information, ce dialogue propose d'échanger à 72% de politique et d'élections, à 14% de la sécurité et de la moralisation de la vie publique que le régime même s'évertue à détruire et de seulement 14% sur les sujets qui préoccupent le peuple comorien aujourd'hui : l'économie et la société.

Monsieur le Chef de l'Etat : vous n'avez pas apporté les conditions nécessaires pour un réceptacle de sortie de la crise politique ni pour le développement. Pendant que pratiquement tous les pays sont à la sortie de crise post COVID et commencent à entrevoir le bout du tunnel, le nôtre s'enfoncé.

C'était le rôle du Gouvernement de prévoir, d'anticiper et de faire des plans pour demain et non de réagir comme il le fait aujourd'hui en syndicaliste. A défaut d'écouter le peuple comorien, le chef de l'Etat et son Gouvernement sont entière-

ment responsables et coupables de tout ce qui advient au peuple comorien. Ils seront jugés pour cela.

Ngame wa riho ye djukumu yahe ze bi zadjiri ne zidjiriwo harumwe ye ankiba ne siyasa hunu. Ye tarehi ngayidjo wa hukumu.

Je profite de l'occasion de la visite du Président sénégalais, Mr Macky Sall, attendu à Moroni sous peu, pour le sensibiliser sur son devoir de contribuer à la prise de conscience du Chef de l'Etat Assoumani Azali. Il sera d'abord là pour « soutenir un pays frère » et non pour cautionner les manœuvres du régime de son « grand ami ».

Le pays que dirige le Président Macky Sall a toujours joué un rôle historique et clé dans des moments importants de notre pays, les Comores. Nos deux pays ont une longue histoire d'amitié.

- « Les Comores et le Sénégal sont liés par un accord d'assistance et de représentation diplomatique et consulaire signé en 1976 entre les chefs d'Etat Ali Soilihi et Léopold Sédar Senghor. Le Sénégal a joué un rôle clé dans la formalisation et le fonctionnement du fameux Comité des Sept sur la question de l'île comorienne de Mayotte. »

- « Le Sénégal a formé des magistrats, des diplomates et des médecins comoriens et n'a jamais cessé de le faire depuis quarante ans »

Monsieur le Président Macky

Sall, votre visite sera « une visite conviviale, très symbolique dans les relations entre les deux peuples ». Le « duo diplomatique » que loue le Gouvernement comorien doit commencer par la défense des intérêts de nos deux peuples.

Contrairement aux propos tenus par le Gouvernement comorien, vous ne serez pas là pour donner à quiconque « un signal fort » ni « un message important » pour cautionner la mauvaise gouvernance et l'instabilité instaurée par votre « grand ami »

Membre, tout comme moi, du Liberal International, le président sénégalais que j'ai côtoyé à plusieurs reprises, dont dernièrement en 2018 à Diamniadio, la ville nouvelle du Sénégal, ne saurait déroger aux valeurs et aux principes mêmes qui nous rassemblent.

Cette visite d'Etat revêt une grande signification pour moi, car en l'état actuel des choses, le Président Macky Sall se rappellera certainement de notre échange approfondi le 30 novembre 2018 en marge du 62e congrès de Liberal International sur la situation politique des Comores et de la vision erronée de son « grand ami ».

Moroni le 3 février 2022

Mahamoudou Ali Mohamed

Président de l'ANC
Alliance Nationale des libéraux
pour les Comores

TRANSPORT MARITIME

88 clandestins, interceptés au large des îlots de Nioumachoi

54 malgaches et 34 comoriens ont été retrouvés au large des îlots de Nioumachoi à bord du navire « ville de Fomboni ». Les frontières entre Madagascar et Comores n'étant pas rouvertes à cause de la pandémie de la covid-19, certains bateaux en profitent pour transporter clandestinement des malgaches et des comoriens à des tarifs exorbitants. Le navire « ville de Fomboni » a été pris dans les mailles du filet par la garde côte comorienne.

La garde-côte comorienne a intercepté mardi dernier au large des îlots de Nioumachoi le navire comorien « Ville de Fomboni » avec à son bord 80 passagers, selon des sources proches du dossier. 54 malgaches et 34 comoriens ont été embarqués clandestinement de Majunga le dimanche dernier, dans des conditions difficiles et à des tarifs négociés au marché noir, à destination de Mohéli puis Anjouan. Le plan initial était de débarquer clandestinement certains passagers à Nioumachoi et les autres à Anjouan.

Des communications auraient mis la puce à l'oreille des services de la garde-côte comorienne, qui n'a pas tardé à arraisonner ce bateau qui transporte officiellement de la marchandise.

Au port de Bangoma, les passagers ont tous subi un dépistage sanitaire et aucun d'entre eux, selon une source digne de foi, n'a été testé positif à la Covid-19. Les passagers à destination de Mohéli ont pu quitter le bateau mais sans leurs colis, selon l'un d'eux que nous avons pu joindre. Les autres passagers ont continué leur chemin vers

Mutsamudu. Une enquête est ouverte à la gendarmerie pour tirer l'affaire au clair.

D'autres sources indiquent que ce même bateau aurait été intercepté depuis Majunga, avec ces manœuvres et que chaque clandestin aurait dû déboursier 50 € pour pouvoir continuer son aventure. Ce qui est certain, ce marché noir florissant est devenu monnaie courante depuis la fermeture des frontières entre les deux pays. Des étudiants qui ont terminé leurs études et qui veulent rentrer quel que soit le prix à payer, ou encore des personnes

qui se trouvent à Madagascar pour des raisons médicales, coincées se trouvent souvent dans l'obligation de prendre ces embarcations clandestines et coûteuses. Des malgaches qui ont souvent leurs activités aux Comores se trouvent aussi dans les mêmes conditions. Une situation qui risque, en tout cas, de mettre le pays en danger sanitaire en cas de relâchement de la vigilance en période de pandémie de covid-19.

Riwad

VISITE D'ETAT DE MAKY SALL À MORONI

Quatre accords de coopération seront signés

Bien que l'agenda ne soit pas encore dévoilé, le président Maky Sall est attendu le lundi 07 février prochain pour une visite d'Etat de trois jours. Plusieurs rencontres auront lieu pour le renforcement des liens fraternels entre les deux pays, mais aussi la signature de quatre accords de coopération sectorielle.

Attendu aux Comores lundi prochain le lundi 07 février, le président de la République du Sénégal, Macky Sall sera à Moroni pour une visite d'Etat de trois jours. D'après un haut responsable ministère des affaires étrangères, le chef d'Etat sénégalais sera accompagné d'une forte délégation. Et durant sa visite, il y aura naturellement une rencontre entre les deux chefs d'Etat, dans une perspective de renforcement des liens fraternels entre les deux pays. Bien que l'a-



Le président de la République du Sénégal, Macky Sall

genda de Macky Sall ne soit pas encore rendu public, il fera une allocution à l'Assemblée nationale ainsi qu'au palais de Beit-Salam. Selon

nos informations, quatre accords de coopération seront signés en marge de cette importante visite, dans les domaines de la diplomatie, de l'en-

seignement supérieur, de la culture et de la santé.

Pour rappel, après Léopold Sédar Senghor en 1976, Macky Sall

sera le deuxième président sénégalais à frôler le sol comorien lundi prochain. D'après nos sources, cette visite est le fruit d'un tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat au mois de septembre dernier en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York.

Les Comores et le Sénégal sont deux pays liés par un accord historique de représentation et consulaire signé en 1976 entre Ali Soilihi et Léopold Sédar Senghor, lequel accord a été révisé en 2006. Cette visite va sans doute renforcer les liens existants entre les deux pays depuis plus de quatre décennies. Rappelons que plus de 4000 étudiants ont été formés à Dakar et certains d'entre eux occupent des hautes fonctions dans les administrations publiques et au sein du gouvernement.

Andjouza Abouheir

INSCRIPTION EN LIGNE AUX EXAMENS NATIONAUX

Des candidats ont déjà fait leurs inscriptions sur le site de l'Onec

Bien que les procédures d'inscription en ligne pour les examens nationaux 2021-2022 soient considérées comme onéreuses par certains établissements scolaires, le ministère de l'éducation à travers l'Office national des examens et concours (ONEC) multiplie ses efforts pour expliquer l'avantage de cette nouvelle procédure.

Le site de l'Onec est bel et bien opérationnel. Le ministère de l'éducation nationale annonce que plusieurs inscriptions sont déjà faites en ligne. Deux comptes sont actuellement opérationnels sur le site de l'office national des examens et concours (ONEC), à savoir le compte collectif et le compte individuel. Le compte collectif est basé sur les inscriptions col-

lectives dont les candidats du concours d'entrée en sixième et les candidats du brevet d'études

du premier cycle (BEPC) pour lesquelles la charge d'inscription revient à leurs établissements

respectifs. Par contre le compte individuel doit recevoir les dossiers des candidats au baccalauréat pour lequel les opérations vont se faire sur le site de l'Onec et le paiement à travers le compte Holo de la Banque de développement des Comores (BDC).

Toutefois cette nouvelle procédure d'exiger aux candidats de déposer leurs dossiers en ligne est considérée « onéreuse » par certains établissements scolaires, bien que l'office national des concours ait pris cette option cette année académique dans le but de faciliter les formalités des candidats dans un contexte sanitaire difficile. « Nous savons très bien que ce n'est pas facile pour certains parents de se déplacer vers les services Snpsf. Ainsi nous estimons que c'est simple que tout se passe en ligne avec un ordinateur », soutient le

directeur de l'Onec Abdou Ali lors d'une conférence de presse en janvier dernier. Et de poursuivre que « des techniciens de l'Onec vont organiser des campagnes de sensibilisation dans l'ensemble des établissements scolaires afin d'expliquer la pratique des deux comptes ».

Ainsi ces campagnes ont déjà débuté dans certaines écoles de la capitale par la prise des photos pour les examens de cette année académique, confirme le chargé de communication dudit ministère. Le ministère de l'éducation nationale annonce que le site de l'Onec a déjà reçu des inscriptions de certains candidats pour rappeler que le délai de fermeture est fixé au 12 mars prochain. « Passé ce délai, aucun dossier ne sera accepté par le ministère », précise-t-il.

Kamal Gamal



Djaffar Salim, Ministre de l'éducation devant la presse. (Photo d'archive)

AGRICULTURE

Le PREFER a tenu son comité de pilotage

Le 29 janvier dernier s'est tenu le Comité de Pilotage du Programme PREFER à l'ex-Cefader de Mdé. Le mot d'ouverture de la réunion a été prononcé par le Secrétaire Général Saïd Mmadi Bacar qui a fait un bref aperçu des problèmes rencontrés au cours de l'année passée.

Entré en vigueur le 29 décembre 2017 pour une durée de 5 ans, le Projet Productivité des Exploitations Agricoles Familiales et Résilience (PREFER) a été conçu sur la base des leçons apprises et des acquis des Projets financés par le FIDA (Projet d'appui aux petits producteurs du Nioumakélé, Projet national de développement humain durable) aux Comores. L'objectif global du PREFER est d'améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Dans ce cadre, le Projet vise à accroître durablement la disponibilité alimentaire et les revenus agricoles au niveau des ménages appuyés. Par la suite, des présentations du bilan physique et technique de l'exercice 2021, et du bilan financier ont été abordées.

Il a été noté que la pandémie de la COVID-19 a eu des impacts plus prononcés en 2021 que durant l'année 2020, particulièrement à Mohéli.



Dans le cadre des mesures de riposte contre la pandémie, les restrictions de circulation des personnes par voie maritime entre les îles ont contribué à freiner les échanges de produits agricoles. La disponibilité des intrants agricoles, en particulier les semences importées ont été également fortement limitées durant le premier semestre 2021. Malgré l'ampleur de l'impact de la COVID-19, les discussions avec les ménages et groupements bénéficiaires, particulièrement les femmes ont confirmé la pertinence des actions du Projet qui a eu un impact certain sur la disponibilité de denrées alimentaires pendant cette période de crise globale.

En outre, l'approbation tardive du Plan de travail et du budget annuel (PTBA) au mois de juin 2021 a fortement ralenti les réalisations techniques et financières du Projet et affecté l'élan positif qui avait été noté dans sa mise en œuvre lors de la revue à mi-parcours de 2020. Concernant l'élaboration du Plan de 2022, il se base sur le Document de conception du projet (DCP), les évaluations participatives de terrain, des orientations des missions de supervision, les bilans de l'année 2021, les réalités de terrain en conformité du Plan Comores Emergent (PCE), du Plan de développement Intérimaire (PDI), de la SCA2D revu avec les ODD et du

Plan National d'Investissements Agricoles (PNIA).

Tout cela en ayant en vue que certaines activités programmées en 2021 non exécutées totalement ou partiellement ont été reprogrammées pour 2022 selon leur pertinence en concordance avec la campagne agricole. Le PTBA a tenu compte des préoccupations majeures du Gouvernement notamment du ministère de l'agriculture en mettant à la disposition des exploitants des variétés vivrières performantes, résilientes et indemnes de maladies, en apportant une solution à la pénibilité par la mécanisation agricole, en mettant à la disposition des exploitants et des groupements de

l'eau et enfin en contribuant à la mise en place des coopératives. Le comité après des discussions sur la façon la meilleure d'être efficace et efficient, a validé la réunion sur la base des discussions au sein du comité.

Mmagaza

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Moroni, 27 January 2022

Dossier Réf. No : OPS/HRM/2022-007

AVIS DE RECRUTEMENT

I. Informations générales

L'UNICEF Comores recherche activement un ou une Associé(e) aux Finances pour son bureau de Moroni.

Fonction : **Associé (e) aux Finances**
 Fonction du superviseur/Niveau : **Administratrice en charge de l'Administration et des Finances**
 Unité Organisationnelle : **Operations**
 Lieu de travail : **Ngazidja**
 Grade : **GS6**
 Date d'entrée en fonction : **15 mars 2022**

Qualifications requises :

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/547894?lApplicationSubSourceID=>

II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à déposer leurs dossiers de candidature au plus tard le **08 février 2022 à 11.55 heures, heure des Comores.**

Tout dossier incomplet ou soumis en ligne après le deadline (08 février 2022) ne sera pas considéré.

Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis pourront être retenus pour la sélection.

Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature.

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines ramohamed@unicef.org ou notre Chef des Operations bpinah@unicef.org

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES

Le ComEx n'a pas reconduit Stéphane Aboutoïhi

Neuf mois après sa nomination au poste de Secrétaire Général de la Fédération de Football des Comores (FFC), Stéphane Aboutoïhi quitte déjà ses fonctions. L'heure est à la réorganisation au niveau de la Fédération de Football des Comores. D'autres dossiers en suspens sont entrain d'être examinés par les 9 membres élus du Comité Exécutif de la FFC.

Comme promis par le président Saïd Ali Saïd Athouman lors d'une conférence de presse lundi dernier, le ComEx s'est réuni mercredi 02 février pour examiner plusieurs dossiers en souffrance dont celui du poste de Secrétaire Général de la FFC. Arrivé à terme depuis le 16 décembre, le contrat qui liait la FFC à Stéphane Aboutoïhi n'a pas été renouvelé. En attendant le document qui va officialiser la fin de l'idylle entre les deux parties, c'est le propre intéressé qui a révélé l'information sur son mur Facebook qui a ensuite été repris

par les sites d'informations de la place. Le désormais ex secrétaire général de la FFC s'est dit fier d'avoir servi avec brio le football Comorien. « Ma mission au sein de la FFC prend fin ce jour. Fier d'avoir représenté le football Comorien et le drapeau au plus haut niveau », écrit-il.

Il a entre autre remercié le Comité Exécutif plus particulièrement le président pour leur confiance sans oublier le personnel de la FFC qui l'a accompagné durant les 6 mois écoulés. Maintenant, la charge au comité exécutif de lui trouver un remplaçant dans les meilleurs délais vu les enjeux (éliminatoires CAN 2023) qui attendent le football Comorien. Si l'on ne veut pas subir le même sort que celui de Madagascar après sa bonne performance lors de la CAN 2019, les dirigeants du football Comorien ont intérêt à faire en sorte de baliser le terrain avant les prochaines échéances où les cœlacanthes seront attendus partout où ils iront. La stabilité de l'équipe doit être le maître mot, et toute décision doit



Stephane-Aboutoïhi Ex SG-FFC.

tenir compte de cet aspect qui est une des conditions pour maintenir la dynamique impulsée par cette première participation de notre pays à une coupe d'Afrique des nations.

Troisième Secrétaire Général de la FFC sous l'ère FIFA, Aboutoïhi était au poste depuis le 16 mai 2021. Il a pris officiel-

lement ses fonctions un mois plus tard à partir du 17 juin. Il déclarait à l'époque vouloir mettre en place une organisation qui permette de se mettre au service du football comorien.

AS Badraoui

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



Moroni, 27 January 2022

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2022-008

AVIS DE RECRUTEMENT

Administrateur (trice) en charge de la Protection des enfants, FT-NOA

I. Informations générales

L'UNICEF Comores recherche activement un ou une Administrateur (trice) en charge de la Protection de l'Enfant pour son bureau de Moroni.

N.B : Poste réservé uniquement aux candidats de nationalité comorienne.

Fonction : **Administrateur (trice) en charge de la Protection de l'Enfant**

Fonction du superviseur/Niveau : **Administrateur au Programme, NOB.**

Unité Organisationnelle : **Programme**
Lieu de travail : **Ngazidja**
Grade : **NOA**
Date d'entrée en fonction : **15 mars 2022**

Qualifications requises :

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/547933?ApplicationSubSourceID=>

II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à déposer leurs dossiers de candidature au plus tard le **08 février 2022 à 11.55 heures, heure des Comores.**

Tout dossier incomplet ou soumis en ligne après le deadline (08 février 2022) ne sera pas considéré.

Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis pourront être retenus pour la sélection.

Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature. Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines ramohamed@unicef.org ou notre Chef des Operations bpinah@unicef.org

COELACANTHES

Amir Abdou : " Nous avons de quoi à être fiers "

Le coach de l'équipe nationale des Comores Amir Abdou et le manger des Coelacanthes, El Hadad Himidi sont arrivés à Moroni mercredi dernier après la participation historique de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations. Après avoir rencontré le président de la République, il a montré que lui, son staff, les joueurs et le peuple comorien sont en train de savourer ces bons moments.



Le coach et le manger des Coelacanthes, Amirdine Abdou et El Hadad Himidi, sont arrivés à Moroni mercredi dernier après la participation historique de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations. Accueillis à l'aéroport par le gouvernement et la fédération de football puis reçus par le président de la République, les deux responsables se sont dit heureux de venir au pays et surtout du parcours de l'équipe nationale à la Can au Cameroun. « Nous n'avons pas beaucoup récupéré, on est très fatigué mais il fallait venir au pays pour échanger avec l'auto-

rité publique et la fédération histoire de faire un petit bilan sur ce qu'on a pu vivre au Cameroun. Dans l'ensemble, c'est un bilan plutôt positif. Je suis très fier de ce que les joueurs ont pu apporter sur le terrain et c'est une bonne chose pour le pays, même si on a eu à faire face à pas mal d'injustices », avance Amir

Abdou.

Après la joie, le sélectionneur de l'équipe nationale des Comores a parlé des matchs de la Can mais aussi les échéances du mois de mars et juin à venir. « Nous avons de quoi à être fiers. On est en train de savourer ces bons moments très importants pour nous tous mais aussi de dis-

cuter sur les échéances importantes du mois de mars et juin prochain. Car, déjà il faut penser à l'avenir », indique-t-il.

Et d'ajouter : « Nous avons fait une belle compétition. On a joué quatre matchs et on a atteint les 8e des finales. C'est énorme pour nous pour une première participation », montre-t-il,

avant d'ajouter que « nous avons joué quatre matchs et vous avez vu comment s'est passé ce dernier. Je n'étais pas sur le banc à cause de la covid-19 et sans gardien digne de son nom. Malgré tout ça, les joueurs ont montré de quoi ils sont capables. Ils étaient à la hauteur avec beaucoup d'intensité. J'avoue qu'ils m'ont épatés ».

Avec le président Azali, ils ont échangé sur différents sujets. « C'était important de se revoir, il sait que je l'apprécie beaucoup », dit-il. Après la rencontre entre le président de la République, le gardien de but Salim Ben Boina, le sélectionneur et quelques membres de son staff, le ministre des sports, Takiddine Youssoufa, a affirmé que le chef de l'Etat est disposé à accompagner l'équipe pour les prochaines compétitions et souhaiterait accueillir toute l'équipe pour une tournée dans tout le pays pour que la population puisse partager la joie dû à l'exploit de leurs guerriers.

Nassuf Ben Amad

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)

Financement : Don IDA No D 3820 -KM

AO:2022/02//RCIP/ÉQ/Comdesk

Avis d'Appel d'Offres national

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu en 2018 un Don Additionnel de USD 10 Millions (D 3820-KM) de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer la Quatrième Phase du Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : « **Acquisition des équipements informatiques et audiovisuel relatifs à la gestion des actions de communication des services numériques du Gouvernement (activités e-gouv) au bénéfice de l'ANADEN** ».

2. Le RCIP-4 invite par la présent Appel d'Offres national, qui est constitué d'un seul lot indivisibles, les soumissionnaires éligibles à présenter, sous pli fermé, leurs offres pour la fourniture de services, de matériels et de systèmes, leur intégration technique et l'appui à leur déploiement auprès des utilisateurs. Ces équipements se présentent comme suit : Acquisition des équipements informatiques et audiovisuel relatifs à la gestion des actions de communication des services numériques du Gouvernement (activités e-gouv) au bénéfice de l'ANADEN.

3. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et consulter le dossier d'appel d'offres au bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Place Cour Suprême -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

4. Un jeu complet de dossier d'appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit non-remboursable de « **vingt cinq mille (25 000 KMF) Francs comoriens** ».

5. Les clauses des instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des clauses administratives générales sont les clauses du Dossier Type d'appel d'offres conformes aux procédures spécifiées dans le « **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI)** » édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.

6. Les offres doivent être soumises à l'adresse ci-dessus **au plus tard à le 18 février 2022 à 09 heures 00 min**, heure locale-Union des Comores et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant d'un **million de francs comoriens (1 000 000 KMF)**.

7. Les offres doivent être valides durant une période de soixante (60) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et **le 18 février 2022 à 09 heures 30 min, Heure Locale** en Union des Comores dans le bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge- Palace Cour Constitutionnelle -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

Lancé le 18 janvier 2022